

Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les assistantes maternelles sont régies par la loi n° 92-642 du 12 juillet 1992 relative aux assistants maternels et assistantes maternelles et modifiant le Code de la famille et de l'aide sociale, le Code de la santé publique et le Code du travail.

Lorsqu'elles sont employées par des collectivités territoriales, les assistantes maternelles sont des agents non titulaires de ces collectivités. Toutefois, en raison du caractère spécifique de leur activité, les dispositions réglementaires qui leur sont applicables sont régies non par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale mais par le décret n° 94-909 du 14 octobre 1994. Depuis sa parution, ce texte a été codifié dans la partie réglementaire du Code de l'action sociale et des familles.

Par délibération en date du 20 décembre 2004, les conditions de rémunération des assistantes maternelles ont été fixées. Il est proposé une actualisation des modalités de rémunération.

Rémunération de base

Les articles D.423-9 et D.423-10 du Code de l'action sociale et des familles prévoient que le temps de travail

d'une assistante maternelle soit fixé à 9h00 journalier et que le salaire soit calculé selon un taux horaire déterminé par enfant en fonction du nombre d'heures d'accueil.

Il est proposé de fixer la rémunération jusqu'à 45h00 hebdomadaires à 0,3422 fois le Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) horaire par enfant et par heure d'accueil (3,58 € au 1^{er} octobre 2021).

Le taux de l'heure supplémentaire sera égal à 1/8ème de la rémunération de base pour 9h00 journalier (4,03 € au 1^{er} octobre 2021) et sera applicable sur les heures réalisées au-delà de la 45^{ème} heure d'accueil hebdomadaire.

Sujétions exceptionnelles pour garde d'enfants porteurs de handicap

En application de l'article L.423-13 du Code l'action sociale et des familles, une majoration du salaire pour sujétions exceptionnelles dues à un handicap, une maladie ou une inadaptation de l'enfant est attribuée à l'assistante maternelle.

Pour donner lieu à une majoration du salaire, il faut que pèsent sur l'assistante maternelle, des contraintes réelles suffisamment importantes et durables dues aux soins particuliers ou à l'éducation spéciale entraînés par l'état de santé de l'enfant (assistance psychologique et éducative ou soins corporels et d'hygiène particuliers). La majoration est révisée en fonction de l'évolution de l'état de santé de l'enfant.

Le montant de la majoration pour sujétions exceptionnelles est fixé à 0,14 fois le SMIC horaire par enfant et par heure d'accueil en plus du salaire évoqué précédemment (1,46 € au 1^{er} octobre 2021).

La mensualisation du 3^{ème} enfant

La délibération du 20 décembre 2004 prévoyait un contrat de base fixe mensualisé pour 2 enfants et l'établissement d'un avenant pour la garde d'un 3^{ème} enfant avec une rémunération calculée à la présence effective de l'enfant par déclaration mensuelle.

Il est proposé la mensualisation du 3^{ème} enfant accueilli de façon permanente sur les bases identiques proposées pour les 2 premiers enfants (0,3422 fois le SMIC horaire par enfant et par heure d'accueil).

Indemnités de frais d'entretien

Le montant minimum des indemnités et fournitures destinée à l'entretien de l'enfant est fixé réglementairement à 85% du minimum garanti par enfant et pour une journée de 9 heures (soit 3,17 € au 1^{er} octobre 2021).

Il est proposé l'harmonisation des frais d'entretien qui seront fixés à :

- 13,50 € par jour et par enfant dans le cadre de l'accueil de 2 enfants ;
- 11,50 € par jour et par enfant dans le cadre de l'accueil de 3 enfants.

L'ensemble de ces dispositions ont été présentées en comité technique du 18 novembre 2021 et feront l'objet de nouveaux contrats de travail avec application à compter du 1^{er} janvier 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 décembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211130-174023-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/12/21
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.